

futuribles

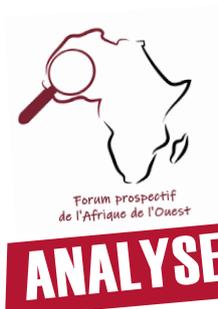
INTERNATIONAL

18 mai 2020

DEUX VISIONS POUR UNE AFRIQUE DE L'OUEST POST-COVID-19

*Thierry Hommel**

**Directeur de Thierry Hommel Conseil et du Forum prospectif de l'Afrique de l'Ouest (Futuribles International), enseignant à l'École nationale des ponts et chaussées.*



futuribles
INTERNATIONAL

Centre de réflexion prospective
47, rue de Babylone, 75007 Paris, France
Tél. + 33 (0)1 53 63 37 70 • Fax + 33 (0)1 42 22 65 54
ahouguenague@futuribles.com • www.futuribles.com

Peu touchée par la crise sanitaire liée au Covid-19 (cf. première partie), l'Afrique de l'Ouest est confrontée à une crise économique dont ampleur invite à débattre des visions et stratégies de développement sous-jacentes (deuxième partie).

Catastrophisme sanitaire ?

Au 28 avril 2020, les effets sanitaires directs de la crise du Covid-19 sur le continent africain restaient limités. L'Afrique recensait 33 248 cas d'infections confirmées et 1 470 personnes directement décédées du Covid-19. Le 13 mai 2020, le continent comptait 69 516 infections confirmées et 2 401 décès : les pays de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) comptabilisaient un peu moins de 30 % des cas d'infection sur le continent et moins de 18 % des décès recensés (tableau 1).

Sans être anodins, ces chiffres sont très faibles : il y avait plus de 4,2 millions d'infections recensées dans le monde au 13 mai 2020, dont plus de 1,3 million aux États-Unis, plus de 200 000 en Russie, au Royaume-Uni, en Espagne, en Italie, et plus de 170 000 en France, au Brésil ou en Allemagne ¹.

Tableau 1 — Nombre de cas de Covid-19 dans les États de la CEDEAO au 28 avril 2020 puis au 13 mai 2020

	Cas confirmés			En traitement		Guéris		Décédés	
	Au 28 avril 2020	Au 13 mai 2020	Hausse en %	Au 28 avril 2020	Au 13 mai 2020	Au 28 avril 2020	Au 13 mai 2020	Au 28 avril 2020	Au 13 mai 2020
Bénin	64	327	410,94	30	249	33	76	1	2
Burkina Faso	635	766	20,6	124	127	469	588	42	51
Cap-Vert	109	267	144,95	106	207	2	58	1	2
Côte-d'Ivoire	1 164	1 857	59,53	651	1 016	499	820	14	21
Gambie	10	23	130	1	12	8	10	1	1
Ghana	1 550	5 127	330,77	1 384	4 611	155	494	11	22
Guinée	1 163	2 298	97,59	910	1 471	246	816	7	11
Guinée-Bissau	73	820	1 023,29	54	791	18	26	1	3
Liberia	133	212	59,39	92	106	25	86	16	20
Mali	408	730	78,92	272	292	113	398	23	40
Niger	701	854	21,82	287	159	385	648	29	47
Nigeria	1 337	4 787	258,04	1 042	3 670	255	959	40	158
Sénégal	736	1 995	171,05	443	1 234	284	742	9	19
Sierra Leone	99	338	241,41	85	247	10	72	4	19
Togo	99	199	101,01	31	96	62	92	6	11
Total	8 281	20 600	148,76	5 512	14 288	2 564	5 885	205	427

Source : « Mapping the Coronavirus Pandemic in Africa », *The Elephant*, 13 mai 2020. URL : <https://www.theelephant.info/MAPPING-THE-CORONAVIRUS-PANDEMIC-IN-AFRICA/>. Consulté le 13 mai 2020.

1. Voir le *Covid-19 Dashboard* du Center for Systems Science and Engineering (CSSE) de la Johns Hopkins University. URL : <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>. Consulté le 14 mai 2020.

Contrairement aux anticipations d'un grand nombre d'experts, la progression de la pandémie semble donc moins rapide en Afrique de l'Ouest qu'ailleurs dans le monde. Ce constat précoce dans un contexte d'évolution rapide de la progression du virus et des mesures destinées à l'endiguer nous appelle cependant à la plus grande prudence.

Une crise sanitaire réduite ?

Se prononcer sur une situation en cours est un exercice délicat : difficile d'envisager des évolutions en l'absence de données étayées et sans connaissance des chaînes causales qui permettent de forger des anticipations. Or, en Afrique de l'Ouest comme ailleurs, les données épidémiologiques restent partielles. Elles sont parfois controversées et passibles d'évolutions rapides. Il n'est donc pas déraisonnable de supposer que les données d'infection disponibles puissent ne pas fournir une image fiable de la situation sur le terrain.

La fiabilité relative des capacités de détection des infections peut avoir différentes origines. Les tests ne sont pas infaillibles et la manière dont ils sont effectués peut intervenir sur les conclusions ². De plus, l'organisation des campagnes de dépistage peut souffrir de lacunes, tout comme la remontée des données. Enfin, des pratiques sociales peuvent handicaper la détection de cas positifs. Plutôt que consulter le médecin pour obtenir une ordonnance et se rendre à la pharmacie, un nombre important d'Africains de l'Ouest court-circuitent par exemple l'étape du diagnostic professionnel et s'alimentent directement en médicaments auprès de vendeurs de rue, ce qui peut compliquer le recensement des cas de Covid-19.

En complément, rappelons que le nombre d'infections continue de progresser sur les deux dernières semaines : la sous-région ouest-africaine comptait 8 281 personnes infectées confirmées au 28 avril et 20 600 cas positifs au 13 mai 2020. Cela représente 12 319 cas supplémentaires, soit une augmentation de 148,76 %. La progression du virus et des infections est actuellement contenue (inférieure à 100 %) au Burkina Faso, en Côte-d'Ivoire, au Liberia, au Mali ou au Niger ; plus rapide (entre 100 % et 200 %) au Cap-Vert, en Gambie, au Togo et au Sénégal. Elle est préoccupante (supérieure à 200 %) au Bénin, en Sierra Leone, au Nigeria et au Ghana. Comme le montrent les courbes de progression de la pandémie (série de graphiques 1, p. 4), le pic de la pandémie ne semble pas encore atteint dans la CEDEAO.

Si ces chiffres invitent à ne pas baisser la garde, ils restent très éloignés des prédictions les plus alarmistes qui, à la mi-avril, évoquaient 10 millions d'infections possibles au cours des trois à six prochains mois ³.

Une riposte bien ciblée

Certains intellectuels africains ⁴ ont peu apprécié les prédictions alarmistes de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la propagation du Covid-19 en Afrique et dénoncé les scénarios de crise politique des États ouest-africains élaborés dans certaines officines hexagonales ⁵. Ces représentations trouveraient plus leurs racines dans des préjugés racistes et non

2. Tester de façon ciblée les contacts d'un cas confirmé d'infection augmente la probabilité de test positif sur l'échantillon testé par rapport à la pratique de tests aléatoires effectués sur la population générale.

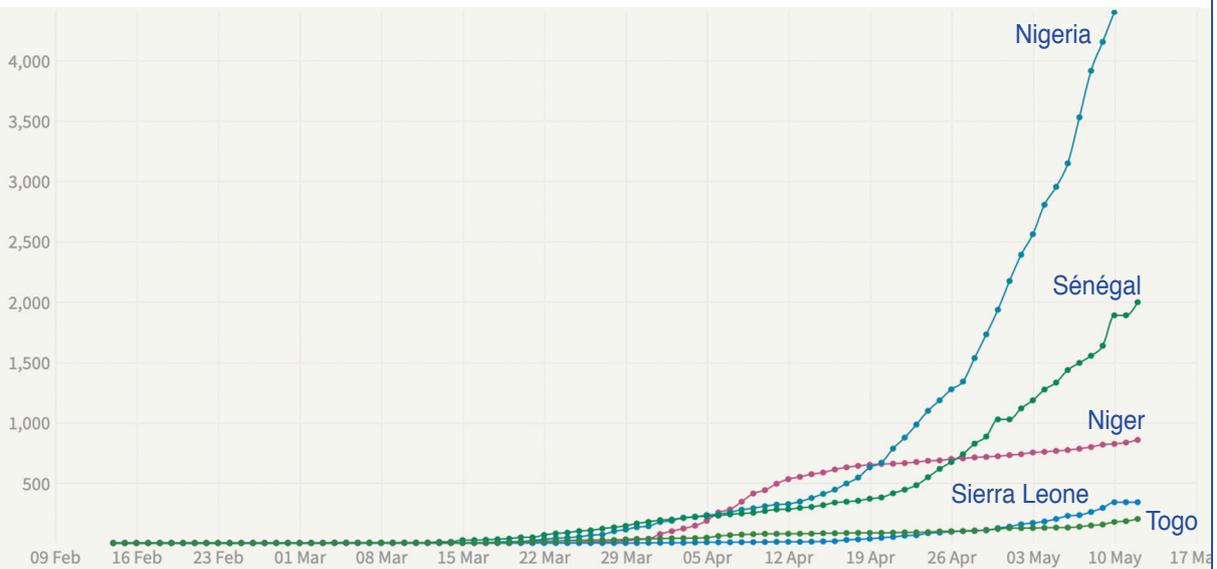
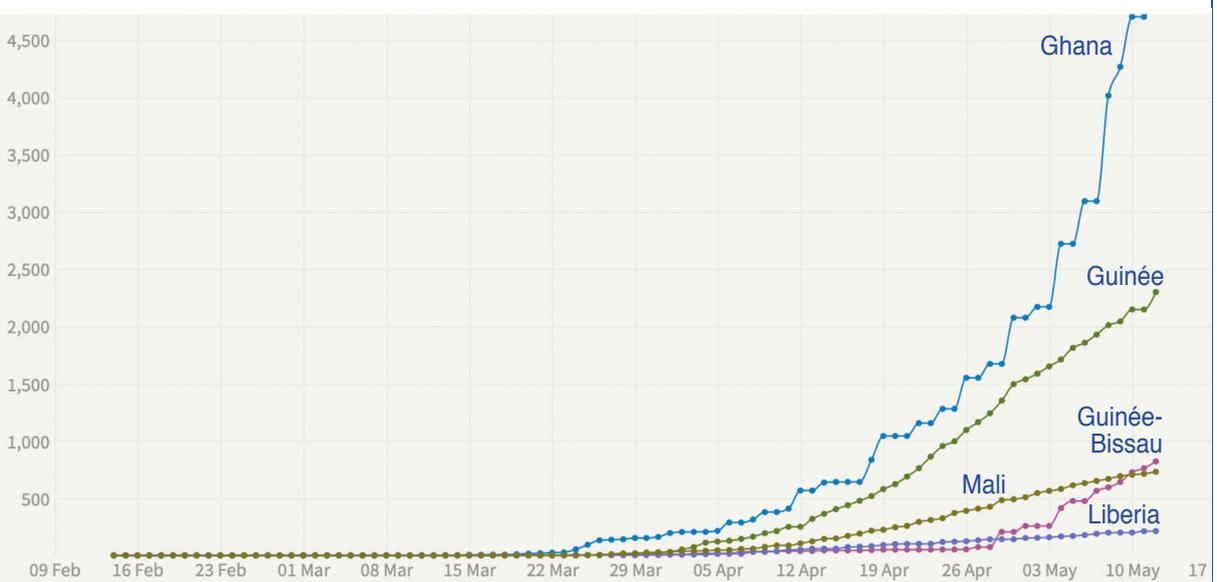
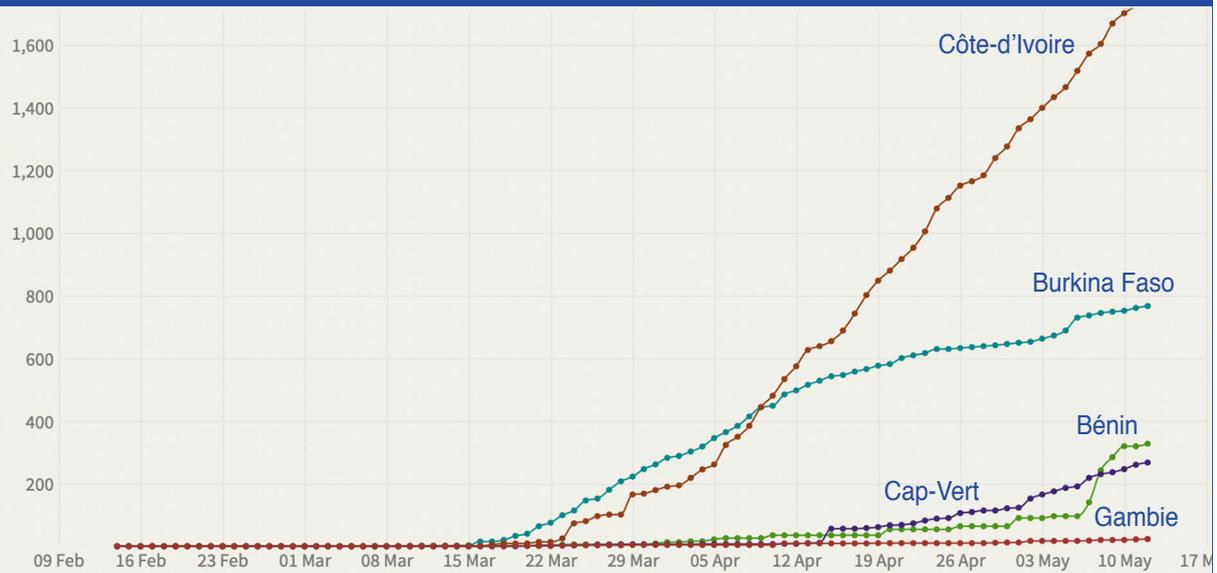
3. « Covid-19 : l'Afrique, prochain foyer de la pandémie ? », *Le Point Afrique*, 18 avril 2020. URL : https://www.lepoint.fr/afrique/l-afrique-face-au-covid-19-un-tournant-critique-18-04-2020-2371950_3826.php. Consulté le 14 mai 2020.

4. « Coronavirus : "Les Européens s'inquiètent pour nous et nous nous inquiétons pour eux", estime Felwine Sarr », *TV5 monde*, 30 avril 2020. URL : <https://information.tv5monde.com/afrique/coronavirus-les-europeens-s-inquietent-pour-nous-et-nous-nous-inquietons-pour-eux-estime>. Consulté le 14 mai 2020.

5. Voir par exemple la note confidentielle du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS), mise en ligne sur le site <https://blogolivierpiot.com/2020/04/03/leffet-pangolin-en-afrique-selon-une-note-du-caps/> ; la note



Série de graphiques 1 — Progression du nombre d'infections dans les pays de la CEDEAO



Source : « Mapping the Coronavirus Pandemic in Africa », *op. cit.*

dans l'analyse scientifique des faits observés. Offensants, ces scénarios « afro-pessimistes » sous-estimeraient la capacité des autorités à riposter, tout comme le civisme des populations, méconnaîtraient la réalité et ne résisteraient pas à l'épreuve du terrain.

Sans l'exclure, rappelons que ces funestes anticipations reposent aussi sur certaines réalités logistiques et des bases objectives. En dépit de la montée en puissance de la riposte sanitaire, cette dernière reste fragile. La très faible capacité de prise en charge des patients fait essentiellement reposer la riposte sur l'efficacité de la détection et l'évitement des transmissions. Or, exclure des défaillances dans les stratégies de dépistage ⁶ et éluder un scénario du pire — saturation rapide des centres de soins et forte contamination parmi le personnel soignant — reste prématuré, même si l'Afrique de l'Ouest évite pour l'instant une crise sanitaire de forte ampleur.

Cette faible progression n'est pas étonnante au regard du travail effectué par les autorités et la société civile. Alors que d'autres pays tergiversaient ou louvoyaient entre diverses options stratégiques pour contenir le virus, les États ouest-africains ont rapidement fermé leurs frontières afin d'éviter son importation massive. Ils ont simultanément invité les populations à la plus grande prudence pour limiter sa circulation sur leur territoire ⁷. Ce faisant, ils auraient mieux contenu l'importation du virus que leurs homologues européens, mettant à mal les préjugés d'inefficacité et de déliquescence publique qui leur sont régulièrement attribués. Les États ouest-africains ont en outre rapidement progressé en matière de détection et mobilisé leur expérience de la gestion des crises épidémiques. Aujourd'hui, le Nigeria dispose de trois centres de test.

Du fait de la structure de la population et du caractère informel de l'habitat comme des activités économiques, beaucoup doutaient pourtant de la possibilité d'appliquer des « mesures barrières » (lavage des mains au savon, distanciation sociale) et du respect des « mesures de protection » des populations prononcées par les autorités publiques (couvre-feu, confinement). Or, les populations font preuve de civisme, alors que la distanciation sociale n'y est pas plus qu'ailleurs pratique courante : nonobstant certains débordements, elles se sont organisées pour limiter les rassemblements, même religieux en période de fête. Dans un élan de solidarité, beaucoup ont participé à la production de dispositifs de protection.

Des populations moins vulnérables ?

Outre ces facteurs organisationnels, des déterminants sanitaires, démographiques et climatiques pourraient intervenir. S'il existe, comme certains travaux semblent l'indiquer ⁸, une corrélation entre l'âge des individus et la létalité du virus, les particularités démographiques ouest-africaines pourraient « protéger » les populations des formes d'infection les plus graves. Dans la sous-région, la structure par âge de la population expliquerait la faible létalité du

présente la pandémie de Covid-19 comme la crise de trop. Elle lui confère un pouvoir de changement certainement très exagéré, et qui pourrait tout autant s'appliquer à un grand nombre de pays plus développés où les impacts sanitaires et les impacts économiques sont également très significatifs.

6. TILOUINE Joan, « Coronavirus : "Mortalité possible de 10 % et infection effrayante des soignants" en Afrique », *Le Monde*, 20 mars 2020. URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/03/20/coronavirus-mortalite-possible-de-10-et-infection-effrayante-des-soignants-en-afrique_6033822_3212.html. Consulté le 14 mai 2020.

7. Sur les mesures prises, voir notre document de travail « L'Afrique de l'Ouest face au Covid-19. Projections macroéconomiques et financières et capacités d'atténuation de la crise », publié par Futuribles International le 22 avril 2020. URL : <https://www.futuribles.com/fr/groupe/forum-prospectif-de-lafrique-de-louest/document/lafrique-de-louest-face-au-covid-19-projections-ma/>. Consulté le 14 mai 2020.

8. VERITY Robert *et alii*, « Estimates of the Severity of Coronavirus Disease 2019: A Model-based Analysis », *The Lancet*, 30 mars 2020. URL : [https://www.thelancet.com/pdfs/journals/laninf/PIIS1473-3099\(20\)30243-7.pdf](https://www.thelancet.com/pdfs/journals/laninf/PIIS1473-3099(20)30243-7.pdf). Consulté le 14 mai 2020.

Tableau 2 — Situation démographique du monde, de l'Afrique et de l'Afrique de l'Ouest : structure par âge en 2015

	Population totale		0-14 ans		0-19 ans		15-64 ans		65 ans ou +		Rapports de dépendance totale	
	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%	Milliers	%	$\frac{(P_{0-14}+P_{65+})}{(P_{15-64}) \times 100}$	$\frac{(P_{0-19}+P_{65+})}{(P_{20-64}) \times 100}$
Monde	7 383 009	100,0	1 930 532	26,1	2 524 171	34,2	4 840 579	65,6	611 897	8,3	52,5	73,8
Afrique	1 194 370	100,0	490 265	41,0	613 136	51,3	662 832	55,5	41 274	3,5	80,2	121,2
Afrique du Nord	225 136	100,0	72 764	32,3	92 514	41,1	140 580	62,4	11 791	5,2	60,1	86,3
Afrique centrale	153 743	100,0	70 244	45,7	86 257	56,1	79 028	51,4	4 470	2,9	94,5	144,0
Afrique de l'Est	399 458	100,0	173 281	43,4	217 528	54,5	214 156	53,6	12 021	3,0	86,5	135,1
Afrique australe	63 420	100,0	19 098	30,1	25 116	39,6	41 208	65,0	3 114	4,9	53,9	80,2
Afrique de l'Ouest	352 614	100,0	154 878	43,9	191 721	54,4	187 859	53,3	9 877	2,8	87,7	133,5
Bénin	10 676	100,0	4 552	42,6	5 685	53,3	5 683	53,2	341	3,2	86,1	129,6
Burkina Faso	18 111	100,0	8 254	45,6	10 222	56,4	9 421	52,0	436	2,4	92,2	143,0
Cap-Vert	533	100,0	166	31,1	224	42,0	343	64,4	24	4,5	55,4	87,0
Côte-d'Ivoire	23 108	100,0	9 868	42,7	12 412	53,7	12 574	54,4	667	2,9	83,8	130,4
Gambie	1 978	100,0	903	45,7	1 117	56,5	1 028	52,0	46	2,3	92,3	142,7
Ghana	27 583	100,0	10 701	38,8	13 580	49,2	15 948	57,8	934	3,4	73,0	111,1
Guinée	12 092	100,0	5 157	42,6	6 449	53,3	6 565	54,3	369	3,1	84,2	129,3
Guinée-Bissau	1 771	100,0	738	41,7	925	52,2	981	55,4	51	2,9	80,4	122,8
Liberia	4 500	100,0	1 907	42,4	2 383	53,0	2 456	54,6	136	3,0	83,2	127,2
Mali	17 468	100,0	8 372	47,9	10 213	58,5	8 653	49,5	443	2,5	101,9	156,4
Mauritanie	4 182	100,0	1 683	40,2	2 113	50,5	2 370	56,7	130	3,1	76,5	115,7
Niger	19 897	100,0	9 989	50,2	12 043	60,5	9 402	47,3	506	2,5	111,6	170,8
Nigeria	181 182	100,0	79 928	44,1	98 577	54,4	96 296	53,1	4 957	2,7	88,2	133,3
Sénégal	14 977	100,0	6 449	43,1	8 020	53,5	8 079	53,9	449	3,0	85,4	130,1
Sierra Leone	7 237	100,0	3 093	42,7	3 882	53,6	3 963	54,8	181	2,5	82,6	128,0
Togo	7 417	100,0	3 117	42,0	3 876	52,3	4 093	55,2	207	2,8	81,2	122,5

Source : DPNU, *World Population Prospects: The 2017 Revision, op. cit. in* PARANT Alain et HOMMEL Thierry, « La fenêtre démographique en Afrique de l'Ouest : une ouverture différée », *Analyse prospective*, n° 220, 26 février 2019, Futuribles International. URL : <https://www.futuribles.com/fr/document/la-fenetre-demographique-en-afrique-de-louest-une/>. Consulté le 14 mai 2020.

virus dans la sous-région. Alors qu'en 2015, 8,3 % des personnes étaient âgées de plus de 65 ans à l'échelle de la planète, la proportion des plus de 65 ans n'était que de 2,8 % en Afrique de l'Ouest où plus de 54 % de la population a moins de 19 ans. La moindre présence — à confirmer — de personnes à antécédents médicaux aggravants⁹ pourrait aussi jouer sur la mortalité constatée en Afrique de l'Ouest.

9. Cet argument reste théorique car les données relatives au diabète de type 2, à l'hypertension et aux autres facteurs aggravants — dont certains sont encore méconnus — restent mal documentées. De plus, ces maladies progresseraient fortement sous l'effet des changements de mode de vie et d'alimentation que rencontrent de nombreux Ouest-Africains depuis une dizaine d'années. Longtemps considérée comme rare, voire inexistante, en Afrique noire, l'hypertension artérielle est devenue une réalité dans la plupart des États africains. Selon l'OMS, l'Afrique est le continent où la prévalence de l'hypertension est la plus élevée (voir son *Panorama mondial de l'hypertension* de 2013. URL : https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/85334/WHO_DCO_WHD_2013.2_fre.pdf?sequence=1. Consulté le 14 mai 2020). En 2017, le diabète a pour sa part tué plus de 300 000 Africains

D'autres facteurs d'explication — facteurs climatiques, faible mobilité des populations, facteurs génétiques, etc. — interviennent peut-être dans la propagation du virus tant et si bien que statuer à ce stade semble vain : les lacunes scientifiques et les évolutions encore possibles ne permettent que de dresser un constat provisoire encourageant. Pour l'heure, les États ouest-africains semblent avoir évité le pire sur le plan sanitaire. Et pourtant, les conséquences socio-économiques de la pandémie sont, elles, déjà visibles ¹⁰ : la contraction économique mondiale contribue à accroître le poids des déséquilibres macroéconomiques des pays ouest-africains. La pandémie affecte à la fois le commerce international, les transferts des migrants, l'activité économique nationale, les investissements et les finances publiques. Elle souligne plus largement la fragilité et la dépendance des États ouest-africains, et contribue à raviver les débats sur le bien-fondé des modalités du développement à l'œuvre dans la sous-région.

Visions pour une Afrique de l'Ouest post-Covid-19

Si le financement des mesures d'urgence occupe le devant de la scène médiatique, les cercles de réflexion débattent également des options à privilégier pour dessiner des futurs ouest-africains mieux préparés à affronter les crises. Sur ce point, deux communautés épistémiques ¹¹ s'opposent.

Corrections à la marge...

La première plaide essentiellement en faveur de la poursuite des programmes d'émergence. Il s'agit de transformer structurellement les économies ouest-africaines à travers la mise en œuvre d'une stratégie double : 1) la diversification des activités et 2) la montée en compétence de la main-d'œuvre.

La nécessité de l'annulation de la dette concentre une grande part des débats au sein de cette communauté. En effet, juguler premiers impacts socio-économiques de la pandémie et « émerger » à moyen terme impliquent que les États ouest-africains disposent de marges de manœuvre budgétaires supplémentaires. Or, des sursis suffisamment longs du remboursement du service de la dette extérieure pourraient ne pas suffire à dégager ces excédents. Inversement, une annulation, sur des niveaux importants, de la dette auprès des créanciers institutionnels devrait produire l'effet désiré. Cette annulation pourrait se traduire par une conversion de la dette en programmes d'investissement. Ces programmes cibleraient des besoins de relance économique et de résilience sociale ¹², et permettraient de corriger marginalement les programmes engagés.

et, selon les projections, 41 millions de personnes seront diabétiques en 2045 sur le continent (voir GARDIER Stéphane, « Le diabète, bombe à retardement pour l'Afrique », *Le Monde*, 4 mars 2019. URL : https://www.lemonde.fr/sciences/article/2019/03/04/le-diabete-bombe-a-retardement-pour-l-afrique_5431307_1650684.html. Consulté le 14 mai 2020).

10. Sur les impacts économiques, voir par exemple HOMMEL Thierry, « L'Afrique de l'Ouest face au Covid-19. Projections macroéconomiques et financières et capacités d'atténuation de la crise », *op. cit.* ; et HOMMEL Thierry, « L'Afrique de l'Ouest face au Covid-19 », document de travail, 3 avril 2020, Futuribles International. URL : <https://www.futuribles.com/fr/groupe/forum-prospectif-de-lafrique-de-louest/document/lafrique-de-louest-face-au-covid-19/>. Consulté le 14 mai 2020.

11. À la suite de Peter Haas, on appelle « communauté épistémique » la formation d'un réseau de scientifiques, d'experts et de décideurs partageant les mêmes vues sur les relations de causalité à l'œuvre — même si ces idées se révèlent ultérieurement être fausses ou obsolètes —, les mêmes schèmes concernant la définition des problèmes d'action, et les mêmes valeurs pour déterminer ce que devrait être l'action collective.

12. DIALLO Abdoulaye Daouda, « Annuler la dette des pays africains est vertueux et bien fondé », *Jeune Afrique*, 28 avril 2020. URL : <https://www.jeuneafrique.com/936527/economie/tribune-annuler-la-dette-des-pays-africains-est-vertueux-et-bien-fonde/>. Consulté le 14 mai 2020.

LES 10 COMMANDEMENTS DU CONSENSUS DE WASHINGTON

Discipline fiscale : des déficits budgétaires importants et prolongés contribuent à l'inflation et à la fuite des capitaux. C'est pourquoi les gouvernements doivent les réduire au minimum.

Priorités pour les dépenses publiques : les subventions doivent être diminuées ou supprimées. Les dépenses publiques doivent être redirigées vers l'éducation, la santé et le développement des infrastructures.

Réforme fiscale : l'assiette fiscale doit être large et les taux marginaux modérés.

Taux d'intérêt : ce sont les marchés financiers nationaux qui doivent déterminer les taux d'intérêt d'un pays. Des taux d'intérêt réels positifs découragent la fuite des capitaux et augmentent l'épargne.

Taux de change : les pays en développement doivent adopter un taux de change compétitif qui favorisera leurs exportations en les rendant moins chères à l'étranger.

Libéralisation du commerce : les tarifs douaniers doivent être diminués et ne doivent pas s'appliquer aux biens intermédiaires nécessaires à la production pour l'exportation.

Investissements directs étrangers : les investissements étrangers peuvent fournir les compétences et des capitaux nécessaires, et ils doivent donc être encouragés.

Privatisations : les entreprises privées fonctionnent de manière plus efficace car leurs dirigeants sont directement intéressés à leurs bénéfices ou bien ont des comptes à rendre aux actionnaires. Les entreprises publiques doivent être privatisées.

Déréglementation : des réglementations publiques excessives favorisent la corruption et sont discriminatoires à l'encontre des petites entreprises, qui n'ont qu'un accès restreint aux niveaux élevés de la bureaucratie. Les gouvernements doivent déréglementer l'économie.

Droits de propriété : les droits de propriété doivent être appliqués. Une législation insuffisamment rigoureuse et des systèmes judiciaires déficients diminuent les incitations à l'épargne et à l'accumulation de la richesse. ■

Source : *Le Monde diplomatique / Manière de voir*, juin-juillet 2004. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/mav/75/A/56184>. Consulté le 14 mai 2020.

La mise en œuvre rapide de cette stratégie éviterait un débat plus profond sur les orientations des modèles de développement sélectionnés par les États africains avec l'assentiment de leurs partenaires techniques et financiers (PTF). Si les PTF ont déjà beaucoup évolué sur le contenu des projets privilégiés et sur la façon de les évaluer¹³, ils n'ont pas totalement remis en cause les fondamentaux normatifs de leur intervention : ces stratégies trouvent leur origine dans le Consensus de Washington (encadré ci-dessus), qui impose le marché comme institution de promotion du développement social et envisage l'économie à l'échelle planétaire.

...versus changement de cap ?

Une seconde communauté¹⁴ impute à l'orientation néolibérale du développement des sentiers de croissance économique non durable, peu inclusive et par ailleurs, faiblement

13. Les partenaires techniques et financiers ne rechignent plus à financer des filets de protection sociale, se soucient d'activités économiques nourricières comme l'agriculture, font la promotion de projets inclusifs et respectueux de l'environnement, encouragent le recours à de nouveaux instruments de financement (finance d'impact) et prennent la mesure de l'importance du financement des secteurs sociaux (santé, éducation).

14. Dont parmi les plus emblématiques dans l'Afrique de l'Ouest francophone, on citera Kako Nubukpo, Felwine Sarr, Ndongo Samba Sylla. Parmi les organisations, mentionnons Enda Tiers Monde, le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), l'Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AFARD), l'International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA),

créatrice de richesse pour les États eux-mêmes¹⁵. Révélatrice des faiblesses structurelles d'un modèle, la crise sanitaire conduit cette communauté à reporter la question de l'endettement au second plan. Il s'agit tant d'une posture tactique destinée à favoriser les débats sur les finalités, que d'un refus nourri par une conviction plus profonde : selon cette communauté, les niveaux d'endettement des pays ouest-africains, très inférieurs à ceux des pays développés, sont soutenables et ne devraient pas cristalliser l'attention des décideurs.

Ainsi, c'est la nature des stratégies de développement des États de la sous-région qui doit se situer au cœur des débats. Selon cette communauté, la transformation structurelle recherchée par les États sous l'influence de leurs partenaires techniques et financiers est une combinaison d'évolutions institutionnelles, économiques et structurelles qui ambitionnent d'accélérer l'intégration des pays concernés dans l'économie mondiale. La transformation qu'ils appellent de leurs vœux s'en distingue. Les réflexions en cours¹⁶ convergent sur divers points dont les principaux suivants :

► **Panafricanisme et coopérations entre États.** Sur le plan tant culturel, scientifique, qu'économique ou social, les pays africains sont appelés à renforcer leurs collaborations. L'intégration économique doit s'accompagner d'autres formes de coopération en matière de recherche, de culture ou encore d'éducation, que l'Union Africaine et les institutions sous-régionales pourraient promouvoir.

► **Relations d'égal à égal avec les partenaires non africains.** Les partisans en appellent à une restriction de la dépendance économique, financière, vis-vis des partenaires du développement.

► **Priorité aux secteurs sociaux et création de mécanismes de protection sociale.** Négligée voire découragée pendant plusieurs années par les PTF, la création de mécanismes de protection sociale des individus est une priorité pour ces acteurs, alors que trop peu d'Ouest-Africains disposent encore de l'accès à la sécurité sociale ou *a minima* à des filets de protection sociale.

► **Démocratisation, décentralisation et participation aux différentes échelles de décision.** Les tenants de cette approche s'accordent à la fois sur la nécessité d'un renforcement des États et sur le besoin de décentraliser leur fonctionnement. Ils souhaitent une participation plus active des populations, et notamment des jeunes, aux prises de décision.

► **Transparence accrue de l'action publique, contrôle de la corruption** dans les sphères publique et privée, et recrutement des agents de l'État sur la base du mérite.

► **Développement économique centré sur les besoins des populations et montée en puissance des compétences.** Le fil directeur de la critique est l'extraversion économique et financière, accusée de ne pas créer suffisamment d'emplois pour les populations et d'instaurer des dynamiques de croissance peu inclusives. À rebours de cette extraversion, les acteurs envisagent le développement d'activités endogènes créatrices de valeur et d'emplois, transformatrices des ressources locales, qui répondent aux besoins du marché intérieur. Cela

la Fondation Rosa Luxemburg, l'Alliance pour la refondation de la gouvernance en Afrique (ARGA), Legs Africa, l'Institut panafricain pour le développement / Afrique de l'Ouest et Sahel (IDP-AOS), TrustAfrica, West Africa Think Tank (WATHI)...

15. Voir sur ce point NUBUKPO Kako, *L'Urgence africaine. Changeons le modèle de croissance !*, Paris : Odile Jacob, 2019 (analysé sur le site de Futuribles. URL : <https://www.futuribles.com/fr/bibliographie/notice/lurgence-africaine-changeons-le-modele-de-croissan/>. Consulté le 14 mai 2020), et la tribune « Coronavirus : pour en sortir plus forts ensemble », *Jeune Afrique*, 10 avril 2020. URL : <https://www.jeuneafrique.com/925508/politique/tribune-coronavirus-pour-en-sortir-plus-forts-ensemble/>. Consulté le 14 mai 2020.

16. Voir par exemple le rapport RASA, *Rapport alternatif sur l'Afrique. Un rapport pour l'Afrique et par l'Afrique*, Numéro zéro, 2018. URL : https://base.afrique-gouvernance.net/docs/rasa_rapport_web.pdf. Consulté le 14 mai 2020.

suppose de travailler sur la durée sur la formation, l'éducation et les autres secteurs sociaux aujourd'hui sous-financés.

► **Développement économique respectueux de l'environnement.** Les tenants de cette approche appellent à la mise en œuvre de modèles économiques durables et respectueux de l'environnement aux niveaux industriel et agricole : l'agro-écologie, l'économie circulaire et l'écologie industrielle territorialisée seraient les axes de développement à retenir.

Si cet agenda — décentralisation, participation, développement endogène, croissance économique inclusive et respectueuse de l'environnement — ne se distingue pas radicalement des orientations retenues dans les plans de développement adoptés par les États ouest-africains, les modalités de sa mise en œuvre peuvent s'adosser à des politiques économiques et sociales alternatives.

Ainsi, cette communauté n'hésite pas à questionner la supériorité intrinsèque de l'entreprise privée, notamment pour la fourniture de services essentiels (accès à l'eau, à la santé, à l'éducation) : elle peut privilégier d'autres formes d'organisation (gestion communautaire et participative des ressources collectives)¹⁷. Des divergences de principe risquent de survenir à propos de la politique fiscale : les tarifs douaniers des ressources locales pourraient évoluer afin de stimuler la transformation locale et décourager les exportations.

Dans le domaine monétaire, les options monétaristes sont accusées de brider le développement d'un entrepreneuriat local. Cette communauté plaide par conséquent pour des orientations plus keynésiennes et une plus grande souveraineté monétaire. En matière d'investissements, les partisans du développement endogène privilégient les investissements domestiques ; beaucoup souhaitent que la production de biens transformés, notamment dans le secteur alimentaire, soit encouragée et raisonnablement protégée, au risque de créer des distorsions de marché qui rompent également avec l'orthodoxie des institutions de Bretton Woods et l'ambition néolibérale.

Un débat nécessaire

La pandémie de Covid-19 qui ravage l'économie mondiale ouvre un espace pour discuter des orientations politiques, économiques et sociales que les États ouest-africains devraient envisager à moyen terme. Elle questionne symétriquement également le rôle de leurs partenaires techniques et financiers. Si la réduction de l'endettement de pays fragiles peut certainement soutenir le redémarrage des activités économiques et de la vie sociale, les marchandages financiers ne doivent pas enterrer les réflexions plus paradigmatiques qui s'amorcent dans le domaine du développement, de la coopération et de la solidarité. La déliquescence des économies à produit intérieur brut élevé (États-Unis, Union européenne) comme ses répercussions planétaires lèvent, sauf à vouloir persister à l'ignorer, le voile sur les limites de modèles d'organisation économique et de doctrines de développement qui, en Afrique comme ailleurs, relèvent du passé. Les modèles totalitaires sont peu soucieux des contenus sociaux et environnementaux de la croissance économique et n'offrent pas d'alternatives souhaitables, il est donc essentiel que les intellectuels continuent de s'impliquer avec rigueur et vigueur¹⁸ et, plus que jamais, que la communauté politique leur prête l'oreille. ■

17. BRAUNE LOÏC, « Burkina Faso : une gestion intégrée et participative des ressources naturelles pour libérer la croissance économique », *blog Nasikiliza / Banque mondiale*, 18 septembre 2018. URL : <https://blogs.worldbank.org/fr/nasikiliza/burkina-faso-une-gestion-integree-et-participative-des-ressources-naturelles-pour-liberer-la>. Consulté le 14 mai 2020.

18. « Coronavirus : "Les Européens s'inquiètent pour nous et nous nous inquiétons pour eux", estime Felwine Sarr », *op. cit.*

AU-DELÀ DE L'URGENCE

« Les dirigeants africains doivent, et peuvent, proposer à leurs peuples une nouvelle idée politique d'Afrique. C'est une question de survie et non d'arguties intellectuelles comme on a trop souvent tendance à le croire. De profondes réflexions sont nécessaires sur la gestion et le fonctionnement des administrations nationales, de la fonction de l'État et de la place des normes juridiques dans la distribution et l'équilibre des pouvoirs à l'aune de systèmes de pensée adaptés aux rivalités du continent. En effet, la seconde étape de nos indépendances politiques ne se réalisera que sur les terrains de l'inventivité politique et sociale, de la prise en charge par nous-mêmes de notre destinée commune. Des initiatives en ce sens existent déjà. Elles mériteraient simplement d'être écoutées, discutées et encouragées.

« Le panafricanisme aussi a besoin d'un nouveau souffle. Il doit retrouver son inspiration originale après des décennies d'errements. Si les progrès en matière d'intégration du continent ont été faibles jusque-là, la raison est que celle-ci n'a été conçue que sur la base de la seule *doxa* du libéralisme économique. Or, la pandémie du coronavirus montre tristement l'insuffisance de la réponse collective du continent autant sur le volet sanitaire qu'ailleurs. Plus que jamais, nous sommes placés devant la nécessité d'une gestion concertée et intégrée de domaines relatifs à la santé publique, à la recherche fondamentale dans toutes les disciplines scientifiques et aux politiques sociales. Dans cette perspective, il est important de repenser la santé comme un bien public essentiel, de revaloriser le statut du personnel de la santé, de relever les plateaux techniques des hôpitaux à un niveau qui permette à tous, y compris les gouvernants eux-mêmes, de se faire soigner en Afrique.

« Cette lettre est un morceau de rappel, de rappel de l'évidence : le continent africain doit reprendre son destin en main. Or, c'est dans les moments difficiles que des orientations nouvelles doivent être décidées et que des solutions pérennes doivent être mises en place.

« Cette lettre est destinée aux dirigeants africains de tous bords, aux peuples africains et à ceux qui essaient de penser le continent. Nous les invitons à saisir l'opportunité de cette crise pour mutualiser leurs efforts afin de repenser l'idée d'un État au service du bien-être des peuples, de rompre avec le modèle de développement basé sur le cercle vicieux de l'endettement extérieur, de sortir de la vision orthodoxe de la croissance pour la croissance, et du profit pour le profit. » ■

Source : « Aux dirigeants du continent africain : face au Covid-19, il est temps d'agir ! », *Mediapart*, 13 avril 2020. URL : <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/130420/aux-dirigeants-du-continent-africain-face-au-covid-19-il-est-temps-dagir>. Consulté le 14 mai 2020.